

Cahiers de

# ***l'humanisme libertaire***

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

Mars 1969 — Nouvelle série - N° 154 — ABONNEMENT ANNUEL : 15 F — LE NUMERO : 1,25 F

## FAUX-SEMBLANTS

*Plusieurs lignes de cars desservant Paris et la région parisienne n'ont pas fonctionné, le 4 mars. Les travailleurs étaient en grève. Motif ? une ligne avait été transférée par la régie à une compagnie privée. Dans la pratique des faits, qui dit régie dit étatisation (un peu moins bureaucratisée peut-être), remise à un organisme officiel d'une partie de l'économie d'Etat au capitalisme privé.*

*Et nos travailleurs sont contre le capitalisme privé. Cela nous semblerait très bien s'ils s'opposaient à ce dernier pour le remplacer dans la gestion des entreprises. Malheureusement, nous sommes loin de compte, car ils ne savent rien voir en dehors de l'étatisation qu'ils appellent « nationalisation ». Pour eux, pour leurs syndicats, la solution de tous les problèmes économiques et sociaux, le remède magique consiste dans la prise de possession par les structures officielles, de toute la vie économique.*

*Cela, quitte à dénoncer « l'Etat patron » quand ils demandent des améliorations, car ils n'en sont pas à une inconséquence près. Mais la propagande tenace du parti socialiste d'abord, du réformisme syndical et du parti communiste ensuite, a fini par porter ses fruits. Le syndicalisme révolutionnaire, l'école libertaire depuis Proudhon avaient recommandé la socialisation par les organisations ouvrières, municipales, communales et coopératives. Cela demandait un effort, une responsabilité dont les mauvais bergers étatisateurs « délivraient » les travailleurs. Et l'on sait que le déficit des entreprises nationalisées, qui absorbe une partie importante du revenu national et que nous payons, est une des causes des difficultés économiques du pays.*

*Nous comprendrions que les travailleurs, et leurs syndicats, exigent de faire ce qu'ont fait, en plein régime franquiste, ceux des moyens de transport urbain de Valence, en Espagne : prendre en main l'entreprise et la faire fonctionner mieux que le capitalisme. On préfère la solution paresseuse et les faux semblants qui annulent l'initiative et la volonté ouvrière.*

## LA GUERRE ENTRE ÉTATS "COMMUNISTES"

La bataille rangée qui vient d'avoir lieu sur les rives de l'Oussouri entre troupes chinoises et russes est un épisode de plus parmi, si l'on en croit les gouvernants de Moscou et Pékin, les milliers d'épisodes de ce genre qui se sont produits depuis la rupture entre les gouvernants des deux nations. Chine et Russie se trouvent, il y a belle lurette, en état de guerre froide, et leur affrontement armé semble maintenant plus probable que contre les nations capitalistes — les U.S.A. par exemple.

Même si l'on peut discuter des plus ou moins grandes probabilités de ce genre, le fait dominant de la situation mondiale, fait stupéfiant par lui-même, est que des nations invoquant le socialisme, et le communisme, c'est-à-dire un commun idéal, se réclamant du marxisme, c'est-à-dire d'une même doctrine, proclamant des buts, des principes identiques, dont l'internationalisme et la fraternité universelle, en soient arrivées au point de s'armer intensément en vue d'un massacre semi-planétaire — à conséquence duquel l'autre partie de la planète pourrait bien, à son tour, être aussi anéantie.

Oui, l'univers communiste offre le spectacle de discordes acharnées, de pré-guerre permanente. U.R.S.S. contre Yougoslavie d'abord, et naturellement Yougoslavie contre U.R.S.S. ; en 1956, Hongrie contre U.R.S.S. et vice-versa ; puis Albanie se tournant contre Moscou et se plaçant à l'abri du « grand-frère chinois » qui la dévorerait sans hésiter s'il rééditait les exploits guerriers de Gengis-Khan ; ensuite, rupture russo-chinoise après une polémique internationale au cours de laquelle les pires agressions verbales, les pires accusations, les pires insultes ont été et sont proférées, rupture des relations politiques et diplomatiques, économiques et culturelles, et préparation militaire active, installation de divisions blindées et non blindées aux limites mongoliennes et sibériennes, escarmouches constantes au long des cinq mille kilomètres de frontières qui séparent les deux pays. Au début, le fait le plus notoire fut sans aucun doute la fourniture d'arme-

ments à l'Inde par la Russie lorsque les troupes chinoises franchirent l'Himalaya et envahirent le nord de l'immense pays. Moscou prenait nettement position contre Pékin, pour une nation de régime capitaliste — au sens générique du mot.

En même temps, le bloc soviétique constitué par la force des armes a tendance à se désagréger. Les récents événements tchécoslovaques, qui du reste durent encore, montrent un peuple entier en lutte pour sa libération ; mais contre la Tchécoslovaquie, comme contre la Yougoslavie, les « alliés » de Moscou, ou plutôt les gouvernements de Hongrie, d'Allemagne orientale, de Bulgarie, de Pologne, envoyèrent leurs troupes, et sont prêts à intervenir à nouveau, pour, le cas échéant, imposer par d'implacables massacres la continuation de leur dictature qu'un triomphe amplement démocratique de la population tchécoslovaque contribuerait à ébranler.

Mais la Tchécoslovaquie n'est pas seule. Quoique avec moins d'audace révolutionnaire, la Roumanie est aussi en lutte contre les despotes moscovites, pour son indépendance nationale, et non seulement nationale, mais économique, civique, culturelle et politique —, même politique communiste. En même temps que la Yougoslavie, elle se prépare à la lutte armée, fiévreusement, généralisant l'entraînement de ses hommes pour faire face à une invasion russe, et proclamant par la bouche de ses gouvernants qu'elle n'accepte pas le droit de la Russie de s'immiscer dans ses affaires intérieures. Au même moment, la Yougoslavie procède à une intense réorganisation similaire, créant des milliers de foyers de lutte et de résistance d'après des plans d'état-major entièrement renouvelés. Cela, et l'attitude de la Roumanie constitue un avertissement dont Moscou, qui connaît l'état d'esprit de la population et de l'armée tchécoslovaques, est obligé de prendre note. La menace chinoise l'y oblige aussi. En fait le monde des Etats communistes donne le spectacle de guerre permanente, de divisions, de

déchirements, d'hostilités ouvertes infiniment plus graves que les rivalités du monde capitaliste. Voilà où l'on en est arrivé en cinquante ans, en quarante ans même selon les pays.

Et nous demandons : pourquoi des nations, des partis, des gouvernants, des hommes se réclamant d'un même idéal et d'une même doctrine, ayant tous le même drapeau, invoquant tous les mêmes prophètes, en sont-ils arrivés là ? Quelle est la cause fondamentale de ces conflits mortels pour le socialisme, pour le communisme, et peut-être demain pour l'humanité ?

Nous répondons : la cause essentielle est dans l'existence des Etats, des Etats politiques dits révolutionnaires, qui s'opposent les uns aux autres, dont les intérêts se heurtent parce que chaque Etat, suivant la loi qui lui est propre, surtout quand il est puissant, tend inévitablement à empiéter sur les Etats voisins, parce que l'Etat est par nature impérialiste et irrésistiblement poussé à une politique croissante de domination tant intérieure qu'extérieure.

C'est ce que, dramatiquement, Bakounine adjurait Marx de comprendre. Car il avait bien prévu que cette lutte entre Etats communistes se produirait, et qu'en allant à la conquête du Parlement, on faisait se replier dans leurs frontières nationales chacun des partis socialistes — ou communistes — et on tuait l'internationalité. Mais Marx ne comprit pas, ou ne voulut pas comprendre. Et Engels inventa la théorie apparemment savante et simplement inepte du « dépérissement » de l'Etat qui, une fois le capitalisme privé éliminé, devait automatiquement disparaître parce que n'étant plus nécessaire. Maniaque de l'hégélianisme, Engels professait aussi que « tout ce qui existe est nécessaire, et logique ». L'Etat existerait donc tant qu'existeraient les classes sociales, conséquence de l'appropriation par une minorité des moyens de production. Toute une série de syllogismes et d'affirmations d'une époustouflante stupidité. On voit comment l'Etat a « dépéri », en U.R.S.S. ...

L'Etat c'est l'oppression à l'intérieur et la guerre à l'extérieur, disait encore Bakounine ; ajoutons que c'est aussi l'exploitation de l'homme par l'homme. Et tous ces staliniens, léninistes, maoïstes, trotskystes, titistes, togliattistes, qui se heurtent, mais se réconcilient dès qu'il s'agit de combattre les ennemis de leur future dictature, y réfléchiraient s'ils avaient seulement le sens du ridicule, ou s'ils n'étaient pas catéchisés, intoxiqués, conditionnés, drogués de casuistique, abreuvés de sophisme et fanatisés plus savamment que ne le furent jamais les sectateurs des religions les plus intolérantes.

## AMIS

**Que la souscription exceptionnelle ne vous fasse pas oublier votre réabonnement. Nous en avons absolument besoin. Merci.**

# POPULATION ET SUBSISTANCES

J.-P. BELLEC

Depuis quelques dizaines d'années la famine s'étend sur le monde. Elle ira s'accroissant si les mesures économiques, techniques et sociales indispensables ne sont pas prises dans un bref délai. La période 1975-1980 s'annonce redoutable pour l'humanité, car la situation alimentaire du globe se dégrade chaque jour davantage. La production moyenne mondiale, qui stagnait en 1959, a commencé à décroître sensiblement depuis 1963 tandis qu'en 1965 la population de la Terre augmentait deux fois plus vite (2 %) que les disponibilités alimentaires (1 %). Encore faut-il, à travers ces pourcentages globaux, remarquer l'énorme disparité existant entre les pays industriels et ceux du Tiers Monde. En effet, dans les premiers la production agricole par habitant augmente lentement, mais régulièrement, tandis que dans les autres, et malgré un accroissement réel de la production, la consommation par tête est en régression.

Pourquoi la famine ? Quelles en sont les causes ? Quels remèdes employer pour la combattre efficacement ?

L'explosion démographique du Tiers Monde provoque une situation catastrophique. En 1963, l'Extrême-Orient groupait environ 1 600 millions d'hommes ; sa population croît de 2,3 % par an, ce qui signifie 37 millions de bouches supplémentaires à nourrir chaque année, dont près de 12 millions pour les Indes et peut-être 16 pour la Chine populaire.

Les populations du Proche-Orient et de l'Afrique augmentent de 10 millions par an. L'Amérique latine bat les records d'expansion avec un taux de croissance de 2,7 % c'est-à-dire que 5 millions et demi de nouveaux consommateurs voient le jour chaque année. Si ce rythme continue, les pays de la famine comprendront, en l'an 2 000, 5 milliards d'hommes, c'est-à-dire 80 % de la population mondiale. Cette démographie galopante est provoquée par une révolution sanitaire sans qu'une révolution économique intervienne pour assurer la subsistance des nouveaux venus. Dans ces pays, la mortalité est celle des nations industrielles alors que la natalité continue d'être « agricole ». Ce qui aboutit aux résultats suivants :

« **Sous-nutrition** : de 300 à 500 millions d'hommes, c'est-à-dire 1 homme sur 8, souffrent régulièrement de la famine.

« **Malnutrition** : environ 1 600 millions d'homme, soit 1 homme sur deux, sont régulièrement mal nourris, ce qui signifie essentiellement qu'ils manquent de protéines » (1).

Les conséquences de la famine sur l'organisme humain sont nombreuses.

« La famine chronique interdit aux hommes qu'elle atteint de parvenir à un plein épanouissement de leurs facultés physiques et mentales. Elle les voue à une vieillesse précoce et à une mort prématurée.

« La famine chronique blesse tous les organes du corps humain d'une façon irréversible : même guéri de la famine, un ancien famélique subira toute sa vie des séquelles graves de son état antérieur : asthénie, faible poids, troubles digestifs, nerveux, cardio-vasculaires ou psychiques, tuberculose... » (1).

Conséquences d'autant plus dramatiques que l'homme, amoindri par la famine, ne peut entreprendre une lutte efficace pour le développement économique de son pays. Mais l'explosion démographique n'est qu'une des causes de la famine.

L'ignorance, les erreurs techniques, compromettent aussi grandement l'expansion de l'agriculture. Souvent on se trouve en présence de sociétés au système social archaïque, ayant

conservé des techniques de cultures primitives, et qui ne veulent pas en changer. Pour ces sociétés la tradition représente la sécurité, l'innovation, le danger et le désordre ; d'où une véritable résistance à toute nouveauté. Pourtant « le problème de la propagation des innovations en milieu traditionnel est le problème majeur du développement agricole » (1). Vaincre cette résistance est un des objectifs primordiaux à atteindre pour combattre activement la famine. Mais le refus des techniques modernes est encore aggravé par le fait que lorsqu'elles sont utilisées, elles le sont souvent mal. Ainsi, la motorisation intégrale et immédiate séduit vite les élites africaines, mais elle entraîne souvent des déboires et se heurte à de grandes difficultés. Appelé sur place, en 1950, R. Dumont constatait les résultats d'une modernisation trop hâtive du paysan marocain :

« Les sols, sans structures suffisantes, étaient vite attaqués par l'érosion, dès que la pente atteignait 1,5 % ; les décapages pour pousser les arbres, et les labours trop profonds, ramenaient en surface un sous-sol infertile, qu'il fallut ensuite amender à grands coups d'engrais verts... La dépense totale excéda 3 milliards d'anciens francs.

## Note administrative

**Nous publierons dans notre prochain numéro la continuation de notre Souscription Exceptionnelle. Disons pour le moment que de nombreux camarades ont répondu à notre appel, mais étant donné le retard financier dans lequel nous nous sommes brusquement trouvés, il conviendrait que ceux qui ne l'ont pas encore fait suivent leur exemple. Cela est indispensable pour redresser suffisamment la situation.**

\*\*

**D'autre part, il nous arrive qu'un décalage se produit entre le moment où certains mandats, ou chèques nous sont envoyés, et celui où il nous sont payés. Entre temps, dans certains cas, nous avons réclamé aux abonnés intéressés, le paiement dont nous avons besoin, si bien qu'ils reçoivent notre réclamation alors qu'ils ont déjà payé sans que nous le sachions. Ce qui provient aussi du retard de la poste. Ceux à qui cela arrive voudront bien nous excuser de ce contretemps dont nous ne sommes pas responsables.**

Seuls résultats positifs, les quelques mises au point techniques curaient pu être obtenues à un coût infiniment moindre.

« Partout l'utilisation du tracteur s'est révélée antiéconomique. On le croyait pourtant capable, vers les années 1945-50, de résoudre tous les problèmes agricoles africains. Il permet de produire l'arachide beaucoup moins cher qu'avec la daba,

mue à la main... La réalisation de toute une série de progrès agricoles généraux doit logiquement précéder la motorisation. L'énergie animale, partout où elle apparaît possible, présentera beaucoup d'avantages; elle sera l'étape intermédiaire de progrès la plus utile, souvent indispensable. »

Après ce bref aperçu de la situation, et avant de montrer quels pourraient être les remèdes, il nous faut examiner celle qui, parmi les causes de la famine est à mon avis, la primordiale. Nous avons vu plus haut que l'innovation se heurtait souvent à un système social archaïque qui la refusait. Mais il n'y a pas que ce genre de structure qui bloque le développement économique. Les structures modernes, elles aussi, jouent un rôle néfaste. Les jeunes Etats d'Afrique ont, pour la plupart, copié les nôtres, non seulement de caractère économique, mais politiques et administratifs, ce qui a répercuté fâcheusement dans la vie matérielle des populations.

Pour les pays ex-français il y a maintenant 15 gouvernements, plus de 150 ministères et plusieurs milliers de parlementaires. Le Gabon compte un député pour 6 000 habitants contre un pour 100 000 en France. Chaque membre de cabinet dispose d'une auto avec chauffeur. Houphouët-Boigny a fait construire un palais qui aurait coûté plus de six milliards. Cet argent eût été plus utile à l'agriculture! Ainsi se crée une caste privilégiée, la caste étatiste, qui vit en parasite et dépense des sommes folles en futilités. Le fossé est profond entre ces chancres sociaux et le pauvre paysan. Il faut en moyenne à celui-ci **36 ans** d'une vie de dur labeur pour gagner autant qu'un député en **six mois** de fainéantise. Comment, dans ces conditions, l'économie pourrait-elle se développer? D'autant plus que la fonctionnarisation atteint les ouvriers eux-mêmes. Ainsi « l'ouvrier décisionnaire, c'est-à-dire nommé par décision, de la station de Djébilor, en Casamance, bincit une moyenne de dix mètres carrés par jour, soit à peine 1 % de ce que fait son collègue californien. Comme « décisionnaire », il gagne près de 400 F CFA par jour, soit le sixième du gain californien. Le mètre carré biné revient donc seize fois plus cher en Californie, et le plant d'agrumes greffé coûte douze fois ce qu'il coûte au pépiniériste sicilien. Se considérant presque comme fonctionnaires, ces décisionnaires travaillent beaucoup moins, d'autant plus que certains sont apparentés aux députés ». Une réforme profonde, pour ne pas dire une révolution, sera sans doute nécessaire pour endiguer le mal du fonctionnarisme. Mais d'autres minorités privilégiées, en dehors de celles d'Etat, sévissent aussi et freinent l'économie.

L'Amérique Latine nous en offre un exemple, digne de ses dimensions. Voici le cas d'un capitaliste de Sao Paulo qui achète un terrain s'étendant sur un demi-million d'hectares de bonnes terres, là où il sait que passera le chemin de fer. Ce dernier construit, traverse le domaine sur 107 kilomètres. Mais nous ne sommes pas au bout de l'opération car le propriétaire, ayant acquis ce terrain pour son petit-fils, espère que les pouvoirs publics en auront entre-temps, multiplié la valeur par cent ou par mille! Comme Proudhon avait raison lorsqu'il s'écriait : « La propriété, c'est le vol ! ». Le vol, ici, est manifeste. Non pas seulement celui du sol lui-même, mais de la nourriture qu'il pourrait produire.

Le latifundium — grande propriété foncière —, trop extensif, est une source essentielle de sous-production. Dans certaines régions du Venezuela, le rendement de l'élevage bovin descend à 4 kilos de viande, poids vif, par hectare et par an. Or on aurait pu y obtenir 200 kg par toute une gamme d'améliorations économiques; en y mettant un gros prix, le rendement eût pu atteindre 1000 kg par ha! Ce qu'il faut attaquer dans ces grands domaines, ce n'est pas tant leur étendue, car elle se prête plus facilement à la modernisation; c'est la sous-utilisation qui en est faite.

Ce rapide tour d'horizon qui nous a montré brièvement certaines causes de la famine, nous amène maintenant à poser la question: Quels remèdes devrions-nous employer pour tenter d'enrayer la faim?

Le développement agricole, surtout dans les pays du Tiers Monde, est le résultat de plusieurs facteurs. Ainsi, comme nous l'avons déjà signalé, l'ignorance est un des obstacles essentiels au rendement optimum des terres cultivées. Donc, une des tâches les plus urgentes est de former des agriculteurs capables, des techniciens, des ingénieurs et des ouvriers compétents. Dans le même temps, il faudrait employer systématiquement toutes les techniques modernes de production, tels que les engrais chimiques qui pourraient augmenter de 50 %, voire doubler la production alimentaire dans certaines régions.

L'amélioration des plantes cultivées est aussi un facteur de progrès. Ainsi, grâce à elle, la production globale de maïs des Etats-Unis a plus que doublé entre l'avant-guerre et 1960 sur une superficie réduite de 13 %. Cette sélection devrait faire école dans tous les pays d'Extrême-Orient, où les rendements moyens sont de deux à quatre fois plus faibles qu'au Japon. Liée à cette sélection, la protection des végétaux cultivés et stockés entraînerait une augmentation notable de la production. En effet, aux U.S.A., où les pertes dues aux maladies et aux parasites s'élèvent, chaque année, à sept milliards de dollars, on attend de la seule lutte contre ces ennemis des cultures un accroissement d'environ un tiers de la production agricole dans les cinquante années à venir. D'autre part, en dehors de la sélection et de la protection des plants, une autre possibilité nous est offerte pour augmenter la production: les superficies cultivées dans le monde pourraient être triplées. Cependant il faut être prudent à ce sujet, car les réserves de terres cultivables ne coïncident généralement pas avec les régions de plus forte densité démographique.

Mais, pour lutter contre la faim, il n'existe pas que les aliments agricoles. Ainsi, les océans et les eaux intérieures, nous offrent, chaque année, une quantité colossale de matière végétale: près de 500 milliards de tonnes. Celle-ci est utilisée par les animaux herbivores qui sont à leur tour dévorés par les poissons et les crustacés carnivores. Le tonnage disponible de poissons, serait, par an, de un à cent milliards de tonnes. Mais, actuellement, une infime partie de cette masse biologique, moins de trois pour cent, est utilisée. Ainsi, la pêche, ne fournit pas tout ce qu'elle pourrait donner aux hommes. Pour augmenter le rendement de celle-ci, il faudrait abandonner la pêche artisanale, en faveur de la pêche industrielle. C'est toute une technique de pêche nouvelle qu'il faudrait enseigner.

Dans ce domaine, des perspectives intéressantes nous sont offertes par l'utilisation des farines de poisson dans la nutrition. Celles-ci sont peu coûteuses, elles se manutentionnent et se conservent très bien, et leur haute teneur en calcium, phosphore, acides aminés et vitamines, spécialement du groupe B, en fait un aliment de choix dans la lutte contre la faim. Mais les farines de poisson sont actuellement employées pour nourrir le bétail des pays riches!

Les levures d'autres aliments non agricoles pourraient lutter efficacement contre le manque de protéines dont souffrent des millions d'hommes. Elles constituent, après séchage, un concentré de protéines-vitamines, riche en acides aminés, lysine et thréonine dont sont pauvres les céréales. Ces levures peuvent être produites, de façon industrielle, en utilisant comme substrat les paraffines du pétrole. Nous voyons encore plus l'intérêt que présentent ces levures lorsque nous savons que toutes les raffineries du monde pourraient produire 20 millions de tonnes de protéines pures par an, soit la moitié de ce qui est actuellement fourni par l'élevage et la pêche.

A côté de ces farines de poissons et des levures, il existe d'autres aliments qui ne sont pas d'origine

biologique: ceux de synthèse chimique. Par exemple, la méthionine, qui est le premier acide aminé produit industriellement, permettrait de rendre disponible pour l'alimentation humaine les farines de poisson. 12 000 tonnes de ce produit remplaceraient un million de tonnes de farine, ce qui permettrait de couvrir les besoins en protéines nobles d'un pays de 150 millions d'habitants.

\*\*

Même si la production de ces aliments apportait un soulagement à la faim dont souffre l'humanité, elle ne saurait en aucun cas combler le déficit alimentaire existant. Celui-ci, en effet, ne fera que s'aggraver, car la population mondiale, qui est actuellement de 3,5 milliards d'êtres humains, avoisinera, en l'an 2000, près de 7 milliards. Pour les nourrir, il faudrait d'ici là tripler la production mondiale. Ce qui paraît être une gageure.

Si nous ne pouvons augmenter dans une telle proportion la production, la solution est donc de réduire l'expansion démographique. Un contrôle des naissances devrait s'établir rapidement; c'est la tâche la plus urgente mais aussi la plus difficile. En effet, un tel contrôle se heurte à des préjugés philosophiques, religieux et psychologiques. Cependant, nous serons bien obligés, un jour prochain, d'adopter une discipline nataliste très stricte, si nous ne voulons pas que l'humanité disparaisse, dévorée par sa propre expansion.

Mais, en vérité, toutes ces solutions rassemblées ne sauraient être suffisantes pour lutter efficacement contre la faim. Ce qu'il faut, de toute urgence, c'est changer nos structures sociales, établir la coopération mondiale, répartir la production en fonction des besoins et non pas en fonction de l'intérêt, développer une morale de solidarité, en un mot pratiquer **l'entraide**. Ce ne peut être qu'à ces conditions que nous sauverons ceux qui souffrent du manque de nourriture, et que nous nous sauverons nous-mêmes.

(1) René Dumont, *Nous allons à la famine*.

(2) R. Dumont, *ibidem*.

## NOUS AVONS EN VENTE

Problèmes contemporains: **L'homme dans l'industrie**, par Jacques Bouyé. **Une expérience passionnante par 5 000 ouvriers**, par Laureano Riera. **Balobar, une collectivité agraire en Espagne**, par Gaston Leval, 120 pages, 5 F.

**Eléments d'éthique moderne**, 105 pages, par Gaston Leval, 4 F.

**Fratique du socialisme libertaire**, 82 pages, 3,50 F.

**Le chemin du socialisme**, 2 F.

**Le monde nouveau**, par Pierre Besnard, 4 F.

**L'Enfance en croix**, par Gaston Leval, 224 pages, 7 F.

**Psychanalyse du marxisme**, par Mathilde Niel, 225 pages franco, 13,90 F.

**Pages choisies d'Ernesto** (Valeur de la liberté, le Socialisme contre l'autorité, Socialisme et Humanisme), 192 pages, 6,70 F franco.

**U.R.S.S., un Etat patron tout puissant**, par Zemliak, 192 pages, 8,70 F franco.

**L'Humanisme Libertaire**, par Gaston Leval, 48 pages de texte serré, franco, 3,60 F.

**N'oubliez pas de nous communiquer votre changement d'adresse. Trop de « Cahiers » nous reviennent par la négligence de nos abonnés. Et cela nous cause des difficultés.**

# L'ACTION MORTELLE DE L'ÉTAT ROMAIN

Julien MAILLET

(II et fin)

Le but de cette amélioration des organes administratifs de l'Empire était avant tout une « reprise en main » de la société civile romaine. Nous pouvons ici constater la permanence des impératifs économiques sur les fictions juridiques. Tout au long de l'Empire une très forte tendance à l'affranchissement se fortifia sans cesse, sans doute sous l'influence égalitaire des stoïciens, et, à partir du III<sup>e</sup> siècle, des chrétiens. A l'aube du Bas-Empire, à part la main-d'œuvre servile que l'Etat entretenait dans ses mines, l'esclavage avait perdu une grande partie de son importance économique. Les grands propriétaires terriens avaient affermé une partie de leurs terres à des paysans libres, peut-être les descendants de leurs anciens esclaves. Le fermier devait un tiers de ses récoltes et il était astreint à cultiver pendant un certain nombre de jours les propriétés que le latifundiaire — grand propriétaire terrien — avait conservées.

L'Etat, désireux de fonder sa puissance, due à l'impôt et à l'obéissance sur des rapports économiques constants, imposa un revenu fixe à chaque domaine. Les propriétaires, pour assurer le paiement de cet impôt, demandèrent en contrepartie qu'on arrêtât l'exode des populations rurales vers les villes afin de ne pas manquer de main-d'œuvre. Les fermiers furent « attachés à la glèbe » par une série d'édits impériaux. S'ils conservaient leur liberté personnelle, ils ne pouvaient changer de métier ni quitter leur lopin. Cette réforme devait avoir des conséquences très importantes, surtout en Occident.

Dans les villes et partout où existaient des fabriques, les ouvriers s'étaient unis dans des associations professionnelles, les « collegia ». C'étaient principalement des caisses de secours mutuels, qui organisaient des fêtes et veillaient à que ces membres eussent des funérailles décentes. A partir de Dioclétien, un certain nombre de « collegia » devinrent responsables de services publics, tels les bateliers et les boulangers ; lorsque l'Etat

fut obligé de créer des manufactures, principalement pour la fabrication des équipements militaires, il chargea les « collegia » de lui fournir de la main-d'œuvre et au besoin de gérer ces fabriques, sous le contrôle de l'administration ; enfin, il obligea les travailleurs à s'affilier à un « collegia ». Le fils devait exercer obligatoirement le métier de son père. Pour l'ensemble de la corporation, le « collegia » était responsable de l'impôt.

Toutes ces mesures d'intégration des organisations de travailleurs ont un aspect très moderne. Mais c'est dans le monde agricole qu'elles eurent le plus triste résultat. En encourageant la formation d'une économie de grandes propriétés, vivant partiellement en autarcie, en plaçant à merci les paysans de ces domaines, l'Etat romain pratiquait une politique à courte vue qui allait porter un coup très grave à l'ouest de l'Empire. Peu à peu le commerce diminua ou n'exista plus que pour les produits de luxe ; les grands ensembles se fractionnèrent en une économie domaniale, déjà plus médiévale que romaine. Toutefois, l'Orient, par ses contacts avec le monde perse, arabe, indien, par ses industries prospères, par sa plus ancienne civilisation urbaine, résista mieux à ces forces centrifuges.

Ces réformes profitèrent principalement aux puissants enrichis grâce aux mesures de l'Etat. Assurés de trouver de la main-d'œuvre à demeure — plus facile à diriger que les esclaves toujours prêts à se révolter et coûtant infiniment moins cher — par un changement plus apparent que réel de la condition servile, soustraits de la justice ordinaire — on ne les torturait que pour crime de lèse-majesté, ils étaient exécutés par décapitation — souvent honorés d'un titre parce qu'ayant exercé des charges publiques importantes, les riches devinrent une classe de nobles. Ils vivaient dans un luxe et un raffinement inouïs. Vêtements de soie, venant à dos de chameau d'Extrême-Orient, (une des causes de la fuite de l'or vers les marchés extérieurs), vaisselle précieuse, immense troupe de domestiques, théâtres et hippodromes particuliers, tels étaient les privilèges de ces nouveaux patriciens.

En 301, Dioclétien prit l'édit dit « du maximum », un des premiers essais de l'intervention de l'Etat dans l'économie. Les prix de vente maximums des denrées y étaient fixés ainsi que le travail et les services rendus par les travailleurs, les scribes et même les médecins. Un marché noir effréné en naquit.

Une énorme bureaucratie surgit de tous ces édits et de tous ces contrôles. Il fallut

la nourrir. L'empereur, dieu vivant, régnait dans le luxe au milieu d'une cour à sa dévotion ; les intrigues des courtisans troublèrent plus d'un règne. L'armée fut réorganisée et augmentée ; elle compta jusqu'à 400 000 hommes. Tous ces corps improductifs exigeaient des sommes considérables pour leur entretien, et justifiaient ainsi le lourd filet qui enserrait de plus en plus fortement la société romaine.

Ainsi le IV<sup>e</sup> siècle fut-il un des moments de l'histoire où la tyrannie de l'Etat fut la plus pesante. L'introduction par Constantin (312-337), du christianisme dont la doctrine égalitaire était en contradiction avec l'organisation étatique fortement hiérarchisée, ne fit qu'ajouter à l'asservissement de la société civile. La notion nouvelle d'« utilitas publica » fit que, pour le bien supérieur de l'Empire, les contraintes les plus arbitraires se justifiaient. Les castes se fermaient, accroissant davantage l'autorité du puissant sur le faible, aggravant les inégalités pénales et multipliant les exécutions.

L'empereur devint « loi vivante » ; après avoir été « Jovius », fils de Jupiter, quand il était païen, il devint chrétien et « lieutenant de Dieu ». L'administration s'alourdit sans cesse, la corruption augmenta, la vénalité des offices administratifs s'introduisit. « Le gouvernement avait dû consentir à les laisser recevoir une indemnité des particuliers qui passaient par leurs services ; inversement, il devint d'usage qu'un fonctionnaire acquittât une sorte de droit au service dans lequel il obtenait de travailler (5) ».

On payait l'administration pour un poste, bien décidé à se rembourser au centuple sur les administrés.

La vie économique reprit assez rapidement. Les impôts furent acquittés en espèces et en nature. Constantin avait rétabli une monnaie d'or, le *solidus*, notre sou, et le siliqua d'argent. C'étaient les riches qui payaient surtout l'impôt en or et en argent, ainsi que les curies, sorte de conseils municipaux, qui offraient une couronne d'or à l'empereur.

« ...L'Etat intervint de plus en plus dans la vie économique. Il organisa ses monopoles, notamment dans les industries de luxe et l'exploitation des mines ; il se fit entrepreneur de transport, d'industries alimentaires ou d'armements ; surtout il exigea des producteurs des fournitures gratuites, qu'il s'agît des corporations urbaines obligées à une production minimum, ou des individus requis pour un travail ordonné par l'Etat (6) ».

Monopoles, entreprises étatiques, travail forcé, réquisitions, nous avons là une description troublante d'un capitalisme d'Etat qui, quelle que soit sa technologie, s'appuie toujours sur des procédés analogues. La société impériale se figea dans un moule rigide. Aucune chance ne subsistait de changer de caste ; à la moindre incartade, la

## PERSPECTIVES

**Comme perspectives d'avenir on nous propose les maux conjugués du fédéralisme et du centralisme d'Etat. Il s'agit surtout d'apprendre à se passer de l'Etat.**

(5) et (6) Maurice Meuleau, *op. cit.*

police secrète — nouvelle analogie — formée d'*agentes in rebus* (préposés aux affaires) et de *curiosi*, appréhendait, torturait et livrait au bourreau ceux qu'avaient condamnés des tribunaux extraordinaires.

A conséquence de ce capitalisme d'Etat, le déclin de la bourgeoisie urbaine, soutien traditionnel de l'Empire, fut sensible. Elle était chargée de toute l'administration municipale et responsable de la levée de l'impôt sur ses propres biens ; et le fils héritait des charges du père. Les documents nous parlent sans cesse de la fuite des *curiales* vers les campagnes.

« C'était, dit le même historien, la société antique qui se démantelait ; composée d'hommes libres qui utilisaient la force des esclaves et fondaient leurs rapports sur des liens juridiquement définis qui supposaient l'égalité des parties, elle s'effaçait devant un monde nouveau où les liens personnels de dépendances devenaient l'essentiel. »

## CONCLUSION

On a souvent dit que la société romaine n'était pas morte, mais qu'elle avait été assassinée. Et cela est vrai.

Le monde romain a continuellement été un monde malade, malade de cette nécessité de la guerre incessante. A ce défi de l'efficacité, le génie romain n'a su répondre que par ses créations habituelles sans innover et sans analyser toutes les composantes du problème : avant tout par la contrainte, par un autoritarisme sans frein ni mesure, bloquant ainsi tout espoir de progrès et d'expansion, le plus souvent dus à l'initiative individuelle.

Malgré tout, nous nous devons d'être modéré dans nos conclusions, le traitement de choc infligé par les empereurs illyriens n'a-t-il pas donné deux siècles de survie à l'empire d'Occident et plus de mille à l'empire d'Orient ?

C'est une indiscutable constatation ; pourtant — et là jaillit la terrible contradiction du remède autoritaire —, toute cette apparente renaissance n'a été que la consolidation d'un édifice en péril, et non l'aube de temps nouveaux ; elle n'a été qu'un travail acharné d'étalement par l'appui sans restriction donné aux forces conservatrices, par la confiance accordée à la militarisation, à l'administration, en un mot aux puissances coercitives, réformes qui, malgré leur apparent radicalisme, ne touchaient que la superstructure de la société. Jamais aucun réformateur n'a tenté de s'attaquer aux bases mêmes de la décadence romaine, et qui sont essentiellement économiques et sociales.

Les deux problèmes à résoudre étaient premièrement de renforcer la défense de l'Empire, et pour cela il eût fallu que les citoyens romains éprouvassent le désir de se défendre eux-mêmes contre les invasions, et

deuxièmement l'incorporation à l'Empire des peuples semi-nomades de la Germanie.

Ces deux objectifs ne pouvaient être atteints que par une refonte complète de la société romaine tout entière. Il était nécessaire de remonter au temps déjà lointain de la république et de se souvenir des réformes proposées par les Gracques.

Il eût été nécessaire d'intéresser la population civile, producteurs, commerçants, marins à la survie de l'*imperium* en les attachant par des moyens économiques : changement du régime de la propriété privée, réforme agraire, abolition des dettes. Oui, à notre avis, rien de moins qu'une révolution sociale. Une réforme politique dans un sens plus fédéral, en s'appuyant sur les conseils des cités et les réunions de délégations nationales, telle celle des Gaules sous les Antonins, accompagnant ces réformes sociales, aurait peut-être sauvé l'Empire. Pour cela les empereurs eussent dû s'allier avec la plèbe des villes et les travailleurs à demi-serfs des campagnes et briser avec leur appui les forces des grands propriétaires. On note partout des jacqueries contre les nouveaux patriciens : bagaudes en Gaule, *circellions* en Afrique du Nord, qui se confondirent avec les donatistes. « Cette poussée des classes inférieures de la société a été dans un même temps le meilleur atout du christianisme, et leur foi en la nouvelle religion n'était que la transposition du désir d'un monde meilleur ». (Cf Charles Malato, *Révolution chrétienne et révolution sociale*).

Au contraire, dans un premier temps le gouvernement impérial tenta de créer pour le soutenir une aristocratie foncière en inventant une nouvelle forme de l'esclavage, le servage, et s'efforça de réduire l'autonomie de ses sujets en les soumettant au contrôle d'organismes intermédiaires — *collegia, curia* — eux-mêmes responsables devant l'Etat.

Dans un second temps, il s'attaqua à cette nouvelle classe en rendant personnellement responsables les propriétaires et les *curiales* de la rentrée des impôts. Il essaya même de créer un capitalisme d'Etat afin de ne plus avoir à s'appuyer sur des intérêts privés.

Opprimés, pressurés, surveillés et persécutés par les multiples services administratifs, les citoyens de l'Empire n'avaient plus aucun intérêt à soutenir une société qui ne représentait plus pour eux qu'un fardeau.

Au-delà du simple individu, aucune classe sociale ne retrouvait dans le gouvernement son image ou son soutien. Si les serfs étaient fermement tenus à leur place par la menace des légions, des juges et des terribles « jeux » et mises à mort du cirque, la tyrannie impériale avec ses exigences matérielles était sans faiblesse pour les latifundiaires. Peu à peu le monde romain s'abandonna à de nouveaux maîtres et, comme le dit Maurice Meuleau, cet abandon était le « refus d'une société, refus de survivre, refus de croire à la mission de l'Empire, parce que le main-

tien de sa civilisation politique et sociale était d'un coût trop élevé ; la terrible tyrannie d'une pesante administration faisait de l'Etat un ennemi, rendait aux yeux des petites gens le fonctionnaire impérial pire que le barbare ».

Pourquoi l'Etat romain, devant le défi qui lui était lancé, n'a-t-il pas adopté les solutions que nous énumérons plus haut ?

Parce qu'il ne le pouvait pas ! Il lui aurait fallu rompre complètement avec ses habitudes de pensée, ses raisons d'être, son personnel administratif vénal, ses soldats brutaux et tyranniques. Imagine-t-on un procureur tentant de réaliser des tentatives de fédéralisme dans sa province, à coups d'ordre et sous peine d'être jeté aux bêtes, un *dux* organisant une réforme agraire sur ses marches, lui qui était peut-être fils de latifundiaire et aussi grand propriétaire ?

Le petit peuple n'aurait en outre pas compris cette sollicitude soudaine de ceux qui étaient hier encore ses terribles oppresseurs ; plongé dans un mysticisme plus oriental qu'hellénique, occupé à faire le salut de son âme hypothétique, il se désintéressait le plus souvent totalement du salut de l'Empire.

Enfin, et cette raison nous paraît à elle seule péremptoire, ce nouvel ordre des choses eût été la disparition de toute cette bureaucratie omnipotente. Il aurait signifié un suicide pour tout le personnel pléthorique des bureaux impériaux. On n'a jamais vu une catégorie sociale se suicider. L'Etat, non en tant qu'entité, mais ceux qui sont son corps physique, ne peut faire appliquer des réformes sociales telles que le socialisme — le vrai — et le fédéralisme qui révélaient son inutilité.

Seul un mouvement venu de ceux qui n'étaient ni privilégiés d'argent ni privilégiés d'Etat eût pu venir à bout des contradictions de l'Empire, et être l'aube d'une civilisation nouvelle.

Nous terminerons en soulignant que notre monde du vingtième siècle n'est pas très éloigné, tout au moins en ses contradictions, de celui des troisième et quatrième, similitude qui appelle les mêmes solutions.

Nous nous excusons auprès de notre ami Roger Hagnauer de n'avoir pas pu annoncer jusqu'à maintenant son dernier livre « les mots et les idées », paru aux Editions ouvrières, et dont nous donnerons un compte rendu dans notre prochain numéro. Ce livre, copieux et dense, compte 275 pages et son prix est de 22 francs. Nous y reviendrons donc, comme promis.



# Une tranche d'histoire et --- une vie exemplaire

Marthe PICHOREL - 1878-1968

Roger HAGNAUER

Marthe PICHOREL est morte en novembre 1968. Il n'est peut-être pas trop tard pour évoquer ici une figure originale et un destin hors série. Et même si notre retard est anormal, il l'est moins que la désinvolture avec laquelle on a enterré le souvenir d'une militante syndicaliste qui a incarné pendant plus de soixante ans le féminisme universitaire. *L'Ecole Libératrice* a simplement reproduit l'allocution du secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs aux obsèques de Marthe Pichorel, sans mentionner les deux autres oraisons funèbres : celle de BELLLOT, au nom de la Fédération des Retraités, et la mienne (1). Il serait indécent de se plaindre, en telle circonstance, d'une blessure d'amour-propre. Mais l'insuffisance de l'allocution de Jean Daubard a douloureusement surpris les « vieux » présents, qui furent les compagnons de Marthe Pichorel. Au reste l'orateur officiel confessa son ignorance - que sa jeunesse explique mais n'excuse pas -. Ainsi, le premier représentant d'un puissant syndicat juge inutile d'étudier le passé de l'organisation dont il a la charge. Est-ce parti pris ou négligence ? En 1967, j'avais cru, dans ma sénile innocence, que *L'Ecole Libératrice* serait heureuse de publier un papier sur le centenaire de Fernand PELLOUTIER, l'animateur de la Fédération des Bourses du Travail. On ne jugea même pas utile de m'accuser réception de mon envoi et de motiver le refus d'insertion...

Ce n'est pas d'ailleurs par hasard que j'associe au centenaire de Pelloutier, la mort de Marthe Pichorel qui fut presque sa contemporaine (elle atteignait 91 ans), car le syndicalisme des Instituteurs à sa naissance se résumait dans cette conclusion du Manifeste publié en 1905 : « *Nous voulons rejoindre les travailleurs dans les Bourses du travail.* »

Ce qui fut exceptionnel chez Marthe Pichorel c'est justement une contradiction constante entre ce que l'on pouvait attendre d'elle et ce qu'elle fit et ce qu'elle fut. Au début du siècle, la grande majorité des instituteurs et institutrices était d'origine populaire, surtout paysanne, aussi ouvrière. Marthe Pichorel sortait d'une famille bourgeoise (son père, commandant de marine, exerçait de hautes fonctions à la Préfecture maritime de Cherbourg). Elle bénéficia de l'éducation de jeunes filles « bien élevées » d'avant 1914, préparées à tenir leur rang dans un monde où le travail salarié des

femmes paraissait une indigne déchéance, et où le mariage, avec dot (souvent corrigé par la pratique tolérée de l'adultère) s'imposait comme la seule issue convenable. Par vocation et volonté d'indépendance, elle s'engagea dans l'enseignement, mais pas dans ces postes où l'on est assuré de la sécurité matérielle et du prestige dont jouit dans la bourgeoisie, l'aristocratie cultivée et professorale. Elle s'intégra dans un personnel victime d'une triple injustice : institutrices n'ayant pas encore obtenu l'égalité de traitement avec les instituteurs - institutrices d'Ecoles Maternelles soumises encore aux servitudes très lourdes des « asiles » pour enfants déshérités - suppléantes de banlieue, condamnées avant leur titularisation, aux emplois précaires et provisoires dans des villes « champignons » où campait une population dense et souvent misérable, privée à cette époque de toutes les commodités d'un urbanisme intelligent et prévoyant. Anomalie encore : titularisée, directrice d'Ecole maternelle, chargée de responsabilités nationales dans le syndicat, elle n'oublia pas les misères qu'elle avait expérimentées à ses débuts et entendit résoudre les problèmes ainsi posés, satisfaire les revendications dont l'expression énergiquement affirmée lui avait gagné la confiance de ses camarades.

Féministe, comptant parmi les fondatrices de *l'Action féministe universitaire*, elle n'adopta pas le parti pris — peut-être légitime — de celles qui entendaient, par l'habit, les habitudes, les tendances affectives, proscrire toute « féminité » et pousser au paroxysme la révolte contre les prétentions du « sexe fort ». Son élégance, la distinction qu'elle affectait, sans effort apparent, dans son maintien, son comportement, son éloquence équilibrée et harmonieuse paraissaient insolites dans les congrès, au milieu d'institutrices et d'instituteurs soumis longtemps aux servitudes des notables de terroirs, ou plus tard affectant, lors des escapades loin de leur école quotidienne, une liberté vestimentaire et oratoire un peu spectaculaire. Ce qui surprenait c'était justement qu'elle pouvait, avec une bonne grâce souriante, se solidariser pleinement avec les féministes les plus intransigeantes, formuler les thèses les plus audacieuses, exprimer les jugements et les incitations les plus énergiques. Certes elle ne ressemblait guère à une Louise MICHEL, survivante de la Commune de 1871, jetant à la face de ses juges : « *Si vous n'êtes pas des lâches, vous me ferez fusiller* », ... à une Rosa LUXEMBOURG menant les spar-

takistes de 1919 à l'assaut des citadelles de Berlin. Mais de l'une et de l'autre, elle partageait la sensibilité et la tendresse... et la volonté sincère et délibérée (2). Je l'entendais en 1922, flétrir les antisyndicalistes qui devant l'administration « *se tiennent non plus à genoux, mais à plat ventre* ». Je l'avais entendue en 1919, en pleine euphorie de la victoire, se glorifier d'avoir en pleine guerre, appris aux petits orphelins de son école... « *que des petits enfants allemands pleuraient aussi leur papa et qu'ils devaient les aimer comme des frères* ». Je l'entendis en 1928, reprendre à la tribune du Congrès du S.N., la formule de la *grève générale*, incluse dans la Charte d'Amiens.

En avril 1934, alors que la tentative fasciste du 6 février avait amené au pouvoir un gouvernement d'Union Nationale décidé à réprimer toute agitation revendicative, le Cartel des Services Publics et la Fédération de l'Enseignement lancèrent, contre les décrets-lois Doumergue, un ordre de rassemblement public autour de l'Hôtel de Ville de Paris — interdit et sauvagement dispersé par la police. En grand deuil, ayant perdu son mari quelques jours auparavant, Marthe Pichorel se tenait avec nous, au milieu des manifestants qui tentaient de résister aux coups de la flicaille. On vint l'avertir que la Commission fédérale se réunissait dans l'arrière-salle d'un café proche et qu'on l'attendait pour ouvrir la discussion. Elle répondit doucement, gentiment : « *J'ai signé avec les membres du bureau l'appel pour la manifestation. De nombreux camarades ont déjà été arrêtés. Excusez-moi. Mais je ne vous rejoindrai que lorsqu'il n'y aura plus de manifestants dans la rue.* »

En 1934, c'était pour elle la dernière année d'activité professionnelle. Elue conseillère départementale par les institutrices de banlieue en 1907, devenue membre du bureau de la Fédération des Amicales en 1909, puis du Syndicat National en 1920, seule femme représentante du personnel primaire au Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, secrétaire corporative du Syndicat National, elle n'avait jamais abandonné son poste de directrice d'Ecole maternelle, et tout naturellement elle se retira du bureau syndical en prenant sa retraite, se refusant, malgré de pressantes sollicitations à engager des actions auxquelles elle ne pouvait plus participer. Mais la retraite ne mit pas fin à son activité militante. Elle anima longtemps la Fédération des Retraités, fonda la *Coopérative des Maisons de retraités* qu'elle présidait, et dirigeait effectivement jusqu'à son entrée dans la clinique d'où elle ne devait plus sortir vivante. Première et dernière interruption dans une vie exclusivement consacrée... aux autres... qui ne fut pas exempte de tourments, d'épreuves physiques douloureuses, que l'on décelait mal, car elle ne se plaignait jamais.

(1) Rien dans les bulletins départementaux de la région parisienne. *La Révolution prolétarienne* a publié le texte presque in-extenso de mon allocution... Seule dans la presse à consacrer un article à Marthe Pichorel

(2) La tendresse de Louise Michel était bien connue. Celle de Rosa Luxembourg apparaît, d'une lucide et innocente humanité, dans ses « Lettres de la Prison ».

Le miracle, c'est justement que cette femme de 91 ans restait tellement efficace que sa succession pose de graves problèmes.

\*

Tout cela paraîtra bien ordinaire, presque banal à nos amis. Les enseignants ne seront guère émus par les résultats obtenus pendant plus d'un demi-siècle d'action corporative. J'ai entendu souvent formuler ce mépris de l'histoire et ce que les existentialistes appelleraient peut-être « la néantisation » du passé. Et je ne suis pas hostile a priori à une philosophie qui implique la fatalité de la liberté, déterminant un engagement constamment renouvelé. Il est d'autre part incontestable que les vieux nostalgiques du « bon temps » d'autrefois, les « honoraires » opposant leurs exploits « mémorables » aux prétentions (?) des jeunes actifs, portent une lourde part de responsabilité dans la rupture entre générations, et justifient même le dédain des militants d'aujourd'hui pour... « les tableaux de famille ».

Mais il ne s'agit pas d'opposer le passé au présent ; au contraire, il convient de lier le passé au présent dans un mouvement qui engage le futur, de soumettre l'être et l'avant été au devenir. Même si l'on veut faire « table rase du passé », il convient de connaître exactement ce que l'on veut abolir hors de soi et en soi. Il convient aussi d'apprécier le temps des luttes passées et la valeur des succès, peut-être la permanence de questions provisoirement résolues.

Ce qui est justement édifiant dans la vie militante de Marthe Pichorel, c'est que par son action personnelle, par l'effort des équipes dont elle fut l'une des animatrices, chaque étape fut close par un succès incontestable : une énumération incomplète suffit pour illustrer ce propos :

1) *assimilation des institutrices d'écoles maternelles* aux institutrices primaires, ce qui assura l'efficacité pédagogique — à longue portée — de l'éducation maternelle, telle que Pauline KERGOMARD l'avait conçue.

2) *Egalité de traitements* entre instituteurs et institutrices, en vertu d'un principe qui est loin d'être appliqué aujourd'hui dans toutes les administrations et dans toutes les industries de France et d'Europe.

3) *Reclassement des intérimaires* - Statut du personnel auxiliaire accordant à celui-ci des garanties encore insuffisantes, mais lui assurant une situation supérieure à ceux de toutes les autres administrations.

4) *Reclassement de la fonction enseignante*.

5) *Péréquation des pensions*.

Ce qui est édifiant encore, ce qui n'est pas banal, c'est justement la durée unique peut-être d'une activité aussi pratique en 1968 qu'en 1907.

Mais ce qui est surtout édifiant pour nous, c'est que, engagée toute sa vie dans l'action corporative, Marthe Pichorel s'est parallèlement engagée dans une action sociale dont

des gestes audacieux, insolites, soulignèrent, en des tourments décisifs, la constance et l'originalité.

J'espère avoir un jour le loisir de reprendre l'histoire du Syndicalisme universitaire, depuis sa naissance jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. En fait, au début du siècle il y eut deux mouvements parallèles entre lesquels des ponts furent jetés par une équipe de militants réalistes et convaincus. L'amicalisme, au lendemain des troubles de l'affaire Dreyfus sortait du conformisme officiel et s'efforçait vers une démocratisation des institutions administratives et universitaires. Le syndicalisme, qui dans ses velléités de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle tendait surtout à inclure le corporatisme dans les cadres de la loi de 1884, subissait après 1902 l'influence d'une CGT à laquelle l'adhésion de la *Fédération des Bourses du Travail* et l'héritage de Fernand PELLOUTIER conféraient son originalité et sa force de rayonnement. C'est un an avant la Charte d'Amiens, en 1905, que parut le *Manifeste des instituteurs syndicalistes* dont l'idée-force était bien la participation des maîtres d'école à la vie des Bourses de Travail. En 1912, au congrès de Chambéry l'adhésion au « *Sou du soldat* », qui provoqua une campagne d'une violence inouïe contre les instituteurs antimilitaristes et « *l'Ecole sans Dieu, ni patrie* », n'était, dans l'esprit de ses promoteurs qu'un geste presque symbolique confirmant la haute ambition de 1905. On sait cependant que ce fut le prétexte à une action gouvernementale et juridique qui atteignit l'organisation et surtout effraya de nombreux syndiqués, démissionnant quelquefois par télégramme ou pneumatique.

Marthe Pichorel avait gagné en 1907, par son action, la confiance des institutrices qui l'élirent conseillère départementale de la banlieue parisienne. Elle fut naturellement déléguée aux congrès successifs de la Fédération des Amicales, que dirigeaient depuis 1909 des signataires du Manifeste syndicaliste — en particulier Louis ROUSSEL et Emile GLAY. Mais malgré ses tendances nettement affirmées, elle n'avait pas encore rejoint le syndicat. Dans son courrier en 1912, le secrétaire du syndicat de la Seine sous un tas de lettres de démission, découvrait une lettre d'adhésion. Celle de Marthe Pichorel affirmant délibérément sa solidarité avec les congressistes de Chambéry.

\*\*

On a peut-être oublié la place importante prise dès 1915, par la *Fédération des Syndicats d'Instituteurs*, dans la minorité syndicale hostile à la politique d'Union sacrée. On ignore sans doute que déjà quelques femmes avaient manifesté leur haine de la guerre et constitué le premier groupement pacifiste... évidemment clandestin, qui se réunissait dans une école de la rue Fondary. Parmi elles : Berthe DUCHENE, Madame de SAINT PRIX (la fille du président Loubet, la mère de l'admirable militant libertaire Jean

de Saint-Prix mort tuberculeux en 1918), LARA (sociétaire de la Comédie Française, mère d'Autant-Lara), SEVERINE (digne de son maître Jules Vallès), Nelly ROUSSEL (la grande oratrice libertaire), Marguerite THEVENET (qui devint la compagne d'Alfred Rosmer)... et des institutrices : Julia BERTRAND (enfermée dans un camp de concentration, dès août 1914), Louise SAUMONEAU qui anima la minorité zimmerwaldienne au sein du Parti Socialiste), Lucie COLLIARD, Marie MAYOUX, Gabrielle BOUET, Hélène BRION, Noély DROUS, Henriette IZAMBART, Marthe BIGOT, ... qui presque toutes furent atteintes pendant et après la guerre par la répression. Marthe Pichorel était avec elles. Et en 1919, le petit groupe de jeunes pacifistes que nous avions constitué, rue Dupetit-Thouard, faisait appel à Marthe Pichorel, après Marthe Bigot et Hélène Brion, celle-ci à peine sortie de prison.

Marthe Pichorel avait adhéré avant la guerre au parti socialiste, elle se retrouva au parti communiste en 1920 jusqu'à la bolchevisation de 1924. Etait-ce par choix doctrinal ? Je n'en suis pas certain. Elle voulait surtout retrouver dans sa commune les ouvriers révolutionnaires. Au concierge de son école, naturellement affilié au parti possédant la municipalité, un peu gêné par cette « dame » qu'il pouvait retrouver dans les réunions de partisans, elle disait en souriant : « Pour vous, jusqu'à 18 h, je suis la Directrice, à 18 h 05, je ne suis plus que la camarade PICHOREL ».

\*\*

La scission confédérale de 1922 se produisit alors que l'on n'avait pas résolu le problème de la fusion du *Syndicat national* (prolongement de la Fédération des Amicales) et la vieille *Fédération de l'Enseignement*. Le choix imposé fut en fait assez déconcertant. Le Syndicat national prit place dans la CGT dite réformatrice ; la Fédération rallia la CGTU. Mais — et cela vaudrait une explication plus longue — par une anomalie paradoxale : Louis Roussel, Marthe Pichorel, Georges Lapierre, militants représentatifs du Syndicat national, maintinrent leur adhésion à la Fédération. Nous fûmes quelques-uns à les imiter, réalisant ainsi l'unité syndicale... dans notre portefeuille. La bolchevisation corrompant le vieux syndicat de la Seine, nous obligea en 1929 à un choix particulièrement douloureux.

En 1930, la scission confédérale prolongea ses tristes effets, alors que les séquelles de la crise catastrophique mondiale, déchaînée à New York en 1929, atteignaient l'Europe et la France. La vieille CGT dite réformatrice, très faible dans les industries privées, s'était renforcée dans les services publics. La CGTU s'affaiblissait chaque jour davantage. Maurice CHAMBELLAND prit, approuvé par Pierre MONATTE, l'initiative d'un rassemblement de 22 *manifestants confédérés, unitaires et autonomes* lançant

une campagne pour l'Unité syndicale. Que Monatte, Chambelland et naturellement tout le noyau de la Révolution Proletarienne (dont j'étais membre) fussent parmi les premiers signataires, avec les leaders de la minorité « anarcho-syndicaliste » de la CGTU et quelques militants de la Fédération autonome des Fonctionnaires, c'était normal et ne causa aucune surprise. Le « sensationnel »... c'était l'adhésion d'importants militants de la CGT... qui gardait depuis la scission la structure d'une citadelle dressée contre les tentatives de noyautage communiste. Deux noms significatifs, ceux de DUMOULIN et de DIGAT... sincèrement acquis à l'idée d'unité, avec peut-être l'arrière pensée d'ébranler l'autorité du pesant état-major confédéral.

Marthe Pichorel, très simplement, adhéra dès sa constitution au fameux Comité des 22... Elle n'y voyait pas autre chose que le moyen de reconstituer l'unité ouvrière. Elle voulait, comme Pierre Monatte et nous, l'unité pour l'unité.

Et c'est peut-être en cela qu'elle était encore exceptionnelle. En méditant sur la longue vie de cette amie, dont l'affection discrète et délicate nous fut si précieuse à chaque épreuve qui nous meurtrit, je me demande si une sorte de généreuse naïveté n'était pas sa qualité dominante. De 1930 à 1968, dans les tragédies que nous avons vécues, j'ai toujours rencontré chez elle, jusqu'à la fin, la même « noble candeur ».

Libérée des préjugés de sa classe d'origine, portant le poids de longues et multiples expériences, servant de cible, sans que cela troublât sa sérénité, aux imprécations de vieux réactionnaires, aux injures de pitres professionnels (tel ce lamentable René Benjamin), aux quolibets méprisables de boulevardiers décadents, elle gardait sa confiance dans une humanité fraternelle, semblait toujours étonnée par l'hypocrisie, la fourberie, les sordides défailances. C'est cette constante jeunesse de cœur, qui se traduisait encore, sur son lit de mort, par un sourire aimable que ses souffrances physiques ne déformaient pas. Et c'était peut-être, avant sa disparition, la joie tranquille de quelqu'un qui avait parfaitement rempli sa tâche et qui « sortait de la vie, comme d'un banquet... où furent conviés toutes les victimes (3), tous les humbles... et tous leurs amis... » !

(3) Ayant rencontré par hasard Jehon Rictus, alors que le vieux poète des Soliloques du Pauvre, oublié, désabusé, ayant renié son anarchisme de jeunesse, se traînait vers une fin presque misérable, elle lui offrit le réconfort de son amitié, alors qu'il demeurait isolé, abandonné par tous ceux qui avaient misé sur ses succès.

## Les promesses du Général

Lors de son récent voyage en Bretagne, le général de Gaulle a fait aux Bretons des promesses très alléchantes. Les autoroutes doublées ou triplées vont sillonner en tous sens les cinq départements. Brest va être aménagé pour recevoir des pétroliers de 250 000 tonnes, l'industrie sera intensément développée, l'agriculture favorisée, et même on construira un port pour expédier les produits de la terre vers les centres acheteurs... Nous ne savons encore plus quoi, mais parmi le reste il y a des promesses aux étudiants, immanquables de nos jours, et le développement des chantiers navals.

Ces promesses seront-elles tenues ? Il est bien difficile de le dire. En général, le général tient ce genre d'engagements. C'est bien cela qui nous fait peur, dans le cas présent.

Car on est déjà en train de construire, à Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône, au prix de dépenses colossales, un port pouvant recevoir des pétroliers de 400 000 tonnes, avec l'immense complexe industriel qui doit le compléter ; on est en train d'agrandir et de moderniser les chantiers navals de La Ciotat, de Nantes et Saint-Nazaire, qui doivent construire des pétroliers de 500 000 tonnes ; on organise, autour de ces deux dernières villes, une des zones industrielles les plus importantes correspondant au plan d'aménagement du territoire. Quant à la construction d'un port pour l'expédition des produits agricoles, notons que ceux-ci sont surtout des primeurs, qui doivent arriver très vite à leur destination, et que les transports routiers, favorisés par les autoroutes seront, avec le chemin de fer que, naturellement, on veut aussi favoriser, le moyen le plus sûrement employé.

Exemple de plus du gaspillage de l'Etat. Mais nous savons bien qu'on trouvera un moyen original et inédit pour que cela ne pèse pas trop sur les budgets correspondants : on augmentera les impôts. Cela fait aussi partie du plan de renouvellement.

### NOS BUTS

Par humanisme libertaire, nous n'entendons pas une vague philosophie en marge des problèmes concrets que posent la vie sociale et l'évolution de l'humanité, mais une pensée vivante et une activité pratique pour la création d'une civilisation nouvelle. Il s'agit, certes, d'instaurer l'égalité économique, mais il s'agit aussi d'élever notre espèce à plus de bonheur et de dignité grâce à une éthique qui permettra de reconstruire la société pour et par l'homme. Le combat que nous menons est donc à la fois de caractère moral, intellectuel et matériellement constructif ; il vise à l'immédiat comme au lointain avenir.

## Pendeurs et pendaisons

Quinze personnes (1) ont été pendues en Irak où règne un régime dit « socialiste » arabe, dont le parti est le Baas. Dans cette région du globe, le Baas de l'Irak est ennemi mortel du Baas du Liban, ou des autres pays. Lutttes intestines permanentes qui provoquent des coups d'Etat continuels, et toujours sanglants. On ne compte plus les renversements et les crimes de toutes les camarillas d'aventuriers de la politique et de militaires professionnels s'opposant.

Qu'ont-ils fait pour le peuple ces « socialistes » qui beuglent à longueur d'année contre le capitalisme et font risette à Moscou ? Un de nos amis, qui vient de parcourir toute cette région du Proche et du Moyen-Orient, nous disait avoir observé que c'est dans les pays où dominant encore les régimes monarchistes que les ressources fournies par le pétrole arrivent en partie aux masses, tandis que dans les « républiques » socialistes rien ne leur arrive. Les « royalties » sont absorbées par la bureaucratie et le monde des fonctionnaires.

Ces « réformateurs » sociaux font preuve d'un cynisme inimaginable. En Irak, avant le renversement du régime monarchiste, il y a dix ans, les travaux d'irrigation faits au long du Tigre et de l'Euphrate promettaient une intensification massive de la production agricole dont aurait bénéficié la population. Depuis, tout cela a été interrompu. Aussi faut-il dévier l'esprit des masses misérables en exaltant leur fanatisme, leur haine contre les étrangers, les traîtres, les espions et les juifs.

Quel dégoût !

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, d'autres pendaisons ont eu lieu, et une nouvelle fournée de condamnés attend son tour.

## A LOS COMPANEROS ESPAÑOLES

UN LIBRO DE GASTON LEVAL

Editado por la Editorial Editores Mexicanos Unidos, Colección Comunidad Ibérica, ha aparecido un nuevo libro de Gaston Leval, titulado LA FALACIA DEL MARXISMO.

En este libro, de 200 páginas copiosas, el autor precede a una crítica metódica del marxismo desde el punto de vista teórico y doctrinal, así como de práctica política, de su importancia dará fe el título de los diversos capítulos : Qué es el Marxismo ?, Marxismo y Socialismo ; El Método dialéctico ; El totalitarismo Intelctual ; Los Factores de la Historia ; Los « Descubrimientos » de Marx en Economía ; Profecías y Realidades ; La Interpretación del Estado ; Contradicciones y Maquiavelismo ; El Infierno Totalitario ; Apéndice ; Postface.

Precio, gastos de envío incluidos, 7 francos. Pedidos a Gaston Leval - 33, boulevard Edgar-Quinet - Paris - 14°.

ADMINISTRATION — Abonnement annuel : France : 15 F - Etranger : 20 F - L'exemplaire : 1,25 F

Demandes et mandats à : Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, 91-BIEVRES (Essonne) - C.C.P. Paris 5935 - 17

DIRECTION — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14°)

Le directeur-gérant, Gaston LEVAL

idi, Argenton, Indre - Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 1969